

CAHIER
SPECIAL
PUBLISCOPIE

La Presse

Publiscopie
Montréal
Samedi 14 novembre 1987

LE DÉFI LA RÉALITÉ

F R A N C O P H O N I E



**BILAN DU
SOMMET DE QUÉBEC
DES PARTENAIRES
D'AFRIQUE NOIRE:
SÉNÉGAL, GABON, TOGO**

LA SAGA DES SOMMETS

par André Payette

Si tous les pays ayant en commun l'usage du français n'ont encore que des liens institutionnels, ils sont en voie d'en avoir qui soient organiques.



M. André Payette, animateur de l'émission Nord-Sud à Radio-Québec.

A un journaliste qui demande au Premier ministre Brian Mulroney, à la conférence de presse qui marque la fin du Sommet de Québec, de lui citer un exemple des grands projets de la francophonie, celui-ci, après un court moment de réflexion, se tourne vers sa droite: «Il appartient au président de la République de répondre à cette question.»

Le président François Mitterrand réfléchit brièvement, lui aussi, esquisse un sourire et répond: «Un grand projet de la francophonie? Mais... c'est la francophonie elle-même!»

De la part d'un homme politique, président, par-dessus le marché, du pays sans lequel la francophonie est non seulement impossible mais impensable, voilà une réponse on ne peut plus directe, précise, honnête, qui nous met en situation et en fait succinctement le bilan.

À la séance inaugurale, deux jours auparavant, M. Mitterrand avait souligné, dans son discours, que «parce qu'elle dépasse les divisions traditionnelles, la Communauté francophone, communauté libre de toute allégeance et de toute nostalgie des temps anciens, peut être le support d'actions nouvelles originales». Plus tôt, il avait dit: «Cette

rencontre de Québec est le jalon déterminant d'un grand dessein.»

Dans un hôtel voisin, à Québec, l'ex-président du Sénégal Léopold Sedar Senghor, aujourd'hui académicien, se réjouit. Deux jours avant le premier Sommet, à Paris, il y a 18 mois, il m'avait dit: «Ouf! enfin!» Maintenant, à 80 ans, après tant d'années d'efforts et de déboires aussi, il sait que c'est vraiment parti.

C'est lui qui avait défini la francophonie comme «un mode de pensée et d'action, une certaine manière de poser les problèmes, et d'en chercher les solutions». C'est lui aussi qui avait, avec l'accord du Premier ministre français de l'époque, Edgar Faure, avant les indépendances africaines, préconisé une Confédération; puis, dix ans plus tard, un autre Commonwealth, avec le président tunisien Habib Bourguiba.

Si tous ces pays ayant en commun l'usage du français n'ont encore que des liens institutionnels, ils sont en voie d'en avoir qui soient organiques.

Si le succès principal du premier Sommet, tenu à Paris en février 1986, est d'abord d'avoir eu lieu, après une brève période de préparation et, surtout, le feu vert du président Mitterrand, son second



Communications Québec

succès aura été de décider d'en tenir un deuxième, dans un autre pays du Nord, le Canada, et avec l'accord des partenaires du Sud. Cette fois, la préparation en aura été plus longue, donc mieux organisée par le Comité du suivi, celui des sherpas et la mise sur pied de cinq réseaux traitant chacun de domaines différents.

De plus, on ne doit pas oublier qu'au Sommet de Paris, deux membres seulement de cette Communauté avaient une véritable expérience de la tenue de sommets et disposaient de hauts fonctionnaires compétents en la matière: la France et le Canada. Après la tenue de ce premier Sommet, tous les autres ont participé à l'élaboration du deuxième qui a pu examiner des dossiers plus complets de projets sur des sujets lancés à Paris.

Ces projets ont un air plus pratique: sans mettre l'aspect culturel de côté, ils répondent davantage aux besoins et aux désirs des pays du Sud, alors que c'est dans l'un d'entre eux, à Dakar, au Sénégal, qu'aura lieu le troisième Sommet, en 1989.

Culture et économie

Avant la tenue du premier Sommet, à Paris, les porte-parole des gouvernements des divers pays du Nord insistaient, chacun à sa manière, sur le fait qu'au cours de leurs conférences les chefs d'État et de gouvernement allaient surtout traiter des questions de nature culturelle qui intéressaient l'ensemble de la Communauté francophone. Cela

excluait, à toutes fins utiles, toute question d'ordre économique. Or, pour les pays du Sud, l'un n'exclut pas l'autre.

Interrogé à ce sujet, juste avant le Sommet de Paris, Christian Valantin, député et sherpa sénégalais, me répondait: «Pour vous, gens du Nord, la culture se définit en rubriques: théâtre, cinéma, danse, littérature, etc. Pour nous, la culture, c'est une façon de vivre, qui comprend l'économie.»

Les questions de l'endettement, de la détérioration des échanges, de la chute des prix des matières premières font toutes partie des discours des chefs de délégation des pays du Sud qui prennent la parole au cours de la séance inaugurale du Sommet de Québec, le 2 septembre dernier.

Le même jour, invité à faire l'exposé liminaire sur la situation économique mondiale, au cours de la séance à huis clos, le président de la République gabonaise, El Hadj Omar Bongo, après avoir décrit l'état des pays du Sud, demandera: «N'est-il pas dans les moyens et dans l'esprit de notre communauté, forte d'une quarantaine d'États et de près de 250 millions d'âmes, d'entreprendre, au-delà de l'aménagement des rapports de coopération fondés sur l'usage en commun d'une langue, d'insuffler à la coopération multilatérale, la grande ambition d'une coresponsabilité et d'un codéveloppement véritables?»

Le président de la République populaire du Bénin, M. Mathieu

La francophonie au Sommet de Québec. Photo officielle des 41 chefs d'État ou de gouvernement présents.

Kérékou, le matin même, à la séance inaugurale publique, avait dit: «Nous devons, au cours de notre présente conférence, aller au-delà du champ d'action de la langue, pour aborder résolument et en profondeur les défis de l'heure qui assaillent tous les pays du monde... De tous ces défis, ce sont ceux du prix dérisoire des matières premières et de l'endettement des pays du Tiers-Monde qui suscitent les questions les plus angoissantes.»

Sans doute, le Sommet de Québec restera-t-il marqué par cette orientation qu'il a prise par rapport aux besoins réels des pays francophones du Sud.

Le Premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, après l'exposé liminaire du président gabonais, lancera une idée qui pourrait faire son chemin. Il souligne la nécessité de lier les conditions de remboursement des dettes à l'évolution des cours des matières premières et souhaite l'indexation du remboursement des dettes selon une moyenne annuelle établie selon les prix réels d'un certain nombre de matières premières.

Une proposition de Madagascar, qui rejoint en partie celle du Québec, charge le Comité international du suivi d'étudier la possibilité



de déterminer les échéances du service de la dette selon un pourcentage raisonnable des recettes d'exportation des pays. C'est un grand pas en avant, même si le sujet n'est que porté à l'étude: le Comité du suivi devra en faire rapport au prochain Sommet. D'ici là, l'idée fera son chemin, même ailleurs, en d'autres instances internationales.

Que la culture ait pris soin de s'inscrire dans le réseau Communication, avec raison de nos jours, et qu'il y ait un autre réseau qui soit celui des Industries de la langue, c'est un autre pas dans une nouvelle direction. On ne rêve plus tout à fait en couleur. On constate qu'il y a aussi des intérêts légitimes dont on doit tenir compte de part et d'autre.

Les sommets

Dès qu'un sommet, de quelque nature qu'il soit, est prévu, puis annoncé, on doit immédiatement conclure que les conclusions en sont prévues.

Il faut savoir que nous, les journalistes, ne sommes là que pour rapporter ce que les hommes et les femmes politiques veulent bien nous livrer, au jour le jour, pour nous permettre d'écrire des articles ou de faire des émissions de radio et de télévision. Nous sommes là aussi — et ça ne leur plaît guère — pour rendre compte de façon critique, c'est-à-dire pour comprendre et interpréter leurs propos.

Au fond — et je le crois vraiment — les sommets sont un grand théâtre sur la scène duquel les grands de ce monde, que parfois nous avons élus, viennent nous annoncer des décisions qui, depuis longtemps, ont été prises. Jamais deux présidents ou deux premiers ministres, réunis durant deux jours, ne viendraient nous apprendre des choses au sujet desquelles nous ne soyons, d'une façon ou d'une autre, déjà au courant.

Aujourd'hui, les sommets, à quel que niveau que ce soit, n'ont jamais lieu avant que les décisions ne soient prises, de part et d'autre. La raison en est simple: les chefs d'État qui se rencontrent n'ont pas le temps de discuter et de régler toutes les questions qu'on leur propose à l'ordre du jour.

Cela dit, la diplomatie, de nos jours, ne se joue plus strictement au niveau des ambassadeurs, qui autrefois signaient même des traités, au nom de leur pays.

Aujourd'hui, ce sont les chefs d'État ou de gouvernement qui se réunissent et qui acceptent, dans une «Déclaration finale ou de solidarité», ce qui aurait pu se faire dans une simple conférence de presse, mais les journalistes de la moitié du monde n'auraient pas été là. Pour les hommes et les femmes politiques, cela revêt une telle importance...

par Jaclyne Bianchin - Paris

Pour Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris, la francophonie est une communauté en marche, dont l'avenir est déjà prometteur.

Un peu plus de deux ans après son arrivée à Paris comme chef de la mission diplomatique canadienne, deux mois après la deuxième conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, dont il fut, comme de la première, une des chevilles ouvrières, l'ambassadeur Lucien Bouchard est plus que jamais convaincu que la francophonie est en marche et son avenir prometteur.

«La francophonie est devenue une chose sérieuse, dit-il. Beaucoup de gens, même après Paris, la considéraient balbutiante, la présentaient comme une chose un peu folklorique. Au Canada, d'aucuns estimaient qu'il s'agissait d'un os qu'on jetait aux francophones canadiens pour les divertir de certaines tensions politiques, pour les consoler de certaines aspirations mal satisfaites. Mais maintenant, après Québec, je crois que les gens se sont rendu compte qu'il y avait quelque chose de neuf, quelque chose d'important en devenir. Je ne dis pas que tout cela est actualisé, que les sommets jouent déjà un rôle prépondérant dans les affaires internationales, qu'ils ont réglé les problèmes entre les différents pays de la communauté. Mais nous avons posé les bases. Nous avons donné une impulsion nouvelle à une action qui devrait porter fruits.»

Le diplomate utilise volontiers, désormais, le mot de communauté, que les artisans de la francophonie, jusqu'ici, évitaient de prononcer comme par crainte d'en empêcher l'éclosion.

«C'est une communauté très large. Jusqu'à un certain point, c'est peut-être une vue de l'esprit ou... un appel du cœur. Une communauté qui a besoin de se prouver qu'elle existe. Prouver que la communauté francophone existe, c'est établir entre ses membres des liens qui reposent sur du concret. Moi, je ne crois qu'au concret.»

L'expression des aspirations communes, les appels lancés ja-

dis, pour Lucien Bouchard, appartiennent à la préhistoire de la francophonie qui se fait aujourd'hui. Les choses concrètes, auxquelles il tient tellement, lui apparaissent à présent possibles.

«Parce que les hommes politiques, soucieux de leur propre crédibilité et de celle de la francophonie, savent, mieux que quiconque, que la crédibilité repose sur les œuvres, et les œuvres nécessitent l'engagement, pas le discours. L'engagement, le plus souvent, c'est le budget. Or un gouvernement, un homme politique, face à une situation économique difficile, sont parfois obligés de restreindre les dépenses et d'en supporter les conséquences politiques. C'est, dès lors, un véritable engagement que de dégager des fonds nouveaux pour un projet comme la francophonie. Si l'on additionne les engagements pris dans le sillage du Sommet de Paris et ceux qui ont été contractés à Québec et qui se poursuivront après, on peut parler d'un budget d'environ 150 millions de dollars.

— Quelle est la part du Canada dans cette somme?

«Considérant les six millions pour lesquels le gouvernement du Québec s'est engagé et les 52 ou 53 millions dégagés par Ottawa, on arrive à une soixantaine de millions de dollars. La France, de son côté, contribue pour le reste, soit une centaine de millions de dollars. Ce qui est considérable quand on sait que ces budgets s'ajoutent aux dépenses consenties au titre de l'aide bilatérale.»

L'ambassadeur Bouchard vient d'être choisi, par ses pairs, président du Comité du suivi. Il succède à son collègue français, l'ambassadeur Leprette, qui a occupé les mêmes fonctions entre le Sommet de Paris et celui de Québec. La responsabilité de son rôle ne lui échappe pas mais il est, en même temps, heureux de s'atteler à une tâche enfin concrète.

«Le Sommet de Québec nous a confié un budget de 150 millions

M. Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris.



Documentation La Presse

de dollars et nous a dit en substance: d'ici à deux ans, nous voulons que vous réalisiez, avec ce montant, les projets que nous avons identifiés à Québec. Les priorités ont été établies, les modes d'exécution sont déjà arrêtés. Tout cela a été expérimenté et raffiné après le premier Sommet. Nous avons tenu notre première réunion le 30 octobre à Paris et désigné les «chefs de réseau» chargés de mener à bien les divers projets. Chacun dans son secteur d'activité: culture et communication (Pierre Desroches, Canada), énergie (Christian Latortue, Québec), agriculture, information scientifique et développement technologique, industries de la langue.»

Le nouveau président du Comité du suivi est viscéralement anti-structure et, ajoute-il avec insistance, «antibureaucratie internationale».

«Plus nous serons légers, plus nous serons efficaces. Par contre, nous avons obtenu du Sommet de Québec de pouvoir mettre en place une instance de consultation qui va nous permettre de profiter des ressources de l'Agence de coopération culturelle et technique. On va se rencontrer fréquemment, pour se donner des avis, se concerter, harmoniser les actions. Nous ne sommes pas là pour les mener nous-mêmes, mais plutôt pour les susciter, les encourager, et aider les «opérateurs» (ce peut être l'ACDI, ou l'AUFELF ou tout autre organisme existant) à être plus efficaces, plus rentables. Nous allons donc collaborer, au sein de notre instance consultative, avec l'Agence au sujet de laquelle il nous appartiendra, au prochain sommet (Dakar, 1989) de faire

des recommandations quant à l'opportunité d'élargir éventuellement son rôle.»

Quand on l'interroge sur la conclusion la plus positive qu'il tire du Sommet de Québec, l'ambassadeur Lucien Bouchard ne cache pas sa satisfaction d'avoir constaté une évidente évolution intéressée de l'opinion publique anglophone au Canada.

«La presse canadienne-anglaise qui, lors du Sommet de Paris, s'était parfois montrée négative, au mieux discrète, a largement rendu compte de celui de Québec et ainsi traduit adéquatement l'importance de l'événement dans la vie internationale du Canada. Le fait que nous ayons eu deux Sommets, coup sur coup, celui de la francophonie à Québec et celui du Commonwealth à Vancouver, a contribué à cette prise de conscience pancanadienne. Cette coïncidence a illustré d'exemplaire façon la dualité culturelle du Canada en transposant sur le plan international ses deux composantes.»

SPÉCIAL FRANCOPHONIE
Hebdoebec
 Directeur
 des cahiers spéciaux
Manon Chevalier
 Graphisme
 Linda Wilson
 Montage
 Atelier La Presse
 Représentant publicitaire
 Jean-Claude Dumouchel
 Impression T.R. Offset
Hebdoebec
 7, rue Saint-Jacques
 Montréal H2Y 1K9
 Tél.: (514) 285-7299

LE CANADA, CARREFOUR INTERNATIONAL

par Daniel Larouche

Par sa triple appartenance aux ensembles américain, francophone et du Commonwealth, le Canada est idéalement placé pour jouer un rôle-clé dans le dialogue Nord-Sud.

A quelques semaines d'intervalle, j'ai été personnellement impliquée dans le Sommet de la francophonie, à Québec, et dans celui du Commonwealth, à Vancouver. Bien que j'aie été davantage impliquée dans le premier que dans le second, j'ai trouvé l'expérience très enrichissante dans les deux cas. Et j'ai aussi pu constater les différences. Par exemple, le Commonwealth bénéficie d'une tradition déjà longue de coopération, alors que la francophonie, comme or-

ganisme, en est encore à ses premiers pas. Je tiens à rappeler qu'il a fallu l'ouverture d'esprit de Brian Mulroney pour effectuer le déblocage de la situation canadienne qui avait longtemps freiné tous les efforts visant à organiser de tels sommets au sein de la francophonie.

Ministre des Relations extérieures du Canada, chargée de la Coopération et de la Francophonie, Monique Landry a pu vivre très personnellement l'avantage du Canada d'appartenir à deux grands ensembles politico-linguistiques et à leurs institutions communes.



Mme Monique Landry,
ministre des Relations
extérieures du
Canada.

Documentation La Presse

D'ailleurs, et bien que le lien n'ait jamais été fait, il est significatif que l'entre-sommets ait été meublé par la signature d'une entente de principe sur le libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Controversé, l'accord n'en constitue pas moins le plus important traité bilatéral de ce type de l'histoire du monde. Indirectement, le Canada réaffirmait par là, et de façon très officielle, son appartenance à un troisième ensemble: celui d'Amérique. En termes de rayonnement international pour le Canada, septembre et octobre 1987 sont désormais à ranger parmi les périodes particulièrement fastes.

Vers une position intenable?

Pays riche et développé, meilleur ami des États-Unis, francophone et anglophone, sympathique à la cause du Tiers-Monde, ne manifestant aucune velléité impérialiste, le Canada constitue un port-voix idéal pour les pays du Sud, handicapés dans leur développement par une grave crise économique et financière. Il a d'ailleurs profité du Sommet de la francophonie et de la Conférence du Commonwealth pour effacer ses créances à l'endroit des pays du Sud qui s'y trouvaient.

Ainsi placé sur le «marché politique mondial», le Canada pourrait



Office of the
Prime Minister



Cabinet du
Premier ministre



La reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise par le gouvernement fédéral et tous les gouvernements provinciaux est l'aboutissement des revendications des générations successives de Québécois. Elle est aussi la preuve éloquente de l'évolution des mentalités dans le reste du pays.

Ainsi, la semence qui a été plantée à la largeur d'un continent, est solidement enracinée. Le terreau dans lequel elle pousse n'a jamais été aussi riche.

Mais pour que la francophonie canadienne puisse manifester toute sa vigueur, pour qu'elle puisse grandir encore, il lui fallait aussi l'oxygène du monde, le contact avec toutes les autres communautés qui vivent en français.



il se retrouver écrasé sous les pressions contradictoires de sa bonne volonté et de ses multiples appartenances? Monique Landry ne le croit pas.

«Le Canada est reconnu pour être un pays généreux, commente la ministre responsable de l'ACDI. En tant que puissance moyenne, il affiche, et depuis longtemps, un internationalisme constructif. Il joue un rôle important en matière de développement international, que ce soit par ses programmes d'aide ou par ses interventions au sein d'organisations internationales, l'ONU en tête. Notre participation à de nouveaux forums, comme la francophonie, ne fait que consolider et accroître l'ouverture d'esprit des Canadiens.»

Pourtant, dans une mesure beaucoup plus large que ses collègues riches et développés, le Canada, exportateur de matières premières, est un concurrent des pays à l'endroit desquels il manifeste une si louable ouverture. Quand le Zaïre souffre de l'effondrement des cours mondiaux du cuivre, c'est aussi le cas de plusieurs régions canadiennes; quand le Gabon voit fondre ses revenus pétroliers, l'Alberta subit une crise, etc.

Monique Landry le reconnaît, mais ne s'en inquiète pas. «Nous sommes en concurrence avec beaucoup de monde dans tous les secteurs où le Canada est actif, dit-elle. Cela ne nous empêche pas de collaborer avec ces pays-là. Quant à la concurrence entre les producteurs canadiens de matières premières et ceux des pays en développement, il ne faut pas minimiser l'importance de la géographie. Les marchés visés sont rarement les mêmes.»

Le Sud vu comme marché

Monique Landry préfère d'ailleurs voir les pays en développement comme des partenaires dans la coopération et comme des marchés, plutôt que comme des concurrents.

«On ne doit pas négliger le fait que notre collaboration avec les pays en développement crée des occasions d'exportation pour nombre d'entreprises canadiennes, explique-t-elle. Autant les pays du Sud ont besoin de notre coopération, autant l'industrie canadienne a besoin de développer de nouveaux marchés, de tisser de nouvelles relations commerciales avec de nouveaux partenaires. Aussi, nous attachons beaucoup d'importance à l'appui au secteur privé, dans les démarches canadiennes en matière de développement international.»

La coopération et le développement demeureront donc prioritaires lors des sommets à venir, pense Monique Landry, tout comme dans les relations bilatérales que le Canada continuera de renforcer avec les pays en développement, notamment avec ceux de la francophonie, dorénavant au centre d'un intérêt renouvelé.

par Daniel Larouche

Pour le ministre québécois des Relations internationales Gil Rémillard, la francophonie doit d'abord reposer sur le dynamisme à tirer des relations entre des entreprises à qui la communauté de langue permet de se découvrir d'autres points communs.

Au cabinet du ministre Gil Rémillard, à Québec, on a une impression de calme après la tempête. Après avoir vécu, en l'espace de quelques semaines, les accords du lac Meech et le Sommet de Québec, Gil Rémillard et ses collaborateurs reprennent leur souffle — et l'astérisante routine ministérielle.

L'heure est déjà aux bilans, même si la proximité du dernier Sommet de la francophonie ne laisse pas encore tout le recul souhaité.

Universitaire mis entre parenthèses politiques, Gil Rémillard a gardé le goût de l'analyse et de la perspective. Il trace à grands traits les contours du décor international qui sert d'arrière-scène aux sommets. La maturation du Marché commun; la nouvelle volonté de dynamisme du Comecon, ce «Marché commun» du bloc de l'Est; l'émergence d'une solidarité économique entre pays asiatiques; la continentalisation de plus en plus poussée de l'économie nord-américaine, symbolisée par l'entente de principe sur le libre-échange entre le Canada et les États-Unis, et par de semblables négociations entre les États-Unis et le Mexique.

Les pays s'ouvrent à leurs voisins. «Mais le protectionnisme se développe au niveau des continents, déplore-t-il, et la francophonie permet justement d'entretenir des liens privilégiés sur une base autre que continentale.»

Ouvrir des portes économiques

Même si la langue en constitue le lien fondamental, la francophonie, pour Gil Rémillard, est d'abord une question d'économie. «D'ailleurs, il est faux d'opposer culture et économie, précise-t-il. Pour faire des affaires ensemble, il faut que les gens se connaissent.» Et on se connaît plus facilement quand on partage la même langue. Même si on s'en

À Québec, rencontre chaleureuse de MM. Robert Bourassa, Brian Mulroney et François Mitterrand.



Communications Québec

sert pour parler argent, technologie, marchés et financement.

Cette importance qu'il attache au potentiel économique de la francophonie explique que le ministre québécois affirme «qu'il n'y aura pas de francophonie s'il n'y a pas d'implication directe de l'entreprise privée».

Cette collaboration s'amorce, constate-t-il avec satisfaction. D'abord à l'intersection des dimensions culturelle et économique: dans les industries culturelles, depuis les livres jusqu'à la télévision. Divers programmes visent déjà à la coopération d'entreprises privées et publiques en cette matière. «Le but, c'est de créer dans la francophonie une vaste zone franche pour les biens culturels. Puisque l'usage du français est le lien fondamental qui nous unit, il est essentiel de développer ce lien en priorité.»

Mais cela doit déboucher sur autre chose. La communauté de langue doit servir à mettre en va-



Documentation La Presse

M. Gil Rémillard, ministre québécois des Relations internationales.

échange. Depuis neuf ou dix mois, il s'est signé près de cinquante ententes commerciales entre les entreprises québécoises et des partenaires français ou belges.»

Affirmer la spécificité du Québec

Partenaires... Dans la bouche de Gil Rémillard, le terme revient souvent. Il n'hésite pas à qualifier «partenariat» et «coentreprises» de «mots dorénavant presque magiques dans les relations internationales». Mais le Québec, pas plus que quiconque, n'aura à vendre son âme au nom du partenariat et de l'ensemble francophone. Au contraire.

«La francophonie, c'est aussi pour nous la possibilité de nous exprimer culturellement et d'exprimer notre spécificité. Le rôle joué par le premier ministre du Québec aux Sommets de Paris et de Québec est sans précédent dans l'histoire constitutionnelle de ce pays. Et ce rôle a été joué en complète harmonie avec le gouvernement fédéral.»

Bien sûr, les relations Québec-Ottawa sont à leur mieux depuis qu'elles sont l'affaire de Robert Bourassa et de Brian Mulroney, animés par une quasi-complicité à laquelle l'Histoire ne nous a pas habitués. Accident de parcours, que leurs successeurs auront tôt fait de corriger?

«La qualité des relations entre Mulroney et Bourassa a beaucoup aidé, admet Gil Rémillard. Mais les précédents ont été créés, le tout s'est fait dans le cadre de la constitution, et je ne vois pas pourquoi on ne continuerait pas, peu importe ce qui peut arriver au niveau politique. Le Québec est maintenant reconnu comme partenaire majeur de la francophonie internationale, le gouvernement du Québec comme seul gouvernement francophone d'Amérique et ce, tout en respectant le rôle du gouvernement fédéral. Même si les personnes en place font que cela fonctionne très bien en ce moment, le cadre institutionnel dépasse les personnes elles-mêmes.»

leur d'autres communautés d'intérêt, des relations de complémentarité entre les divers partenaires. «L'Afrique francophone, c'est vingt-quatre pays qui représentent un potentiel intéressant pour le Québec. Ils recèlent par exemple d'immenses ressources énergétiques, sur lesquelles ils peuvent bâtir. Les Québécois sont justement réputés à travers le monde pour leur compétence en production et en utilisation d'énergie, à commencer par l'hydroélectricité.»

Ainsi les Lavalin et SNC faisaient de la francophonie sans le savoir... Mais Cascades et Vidéo-tron aussi, ajoute Gil Rémillard. Les possibilités d'échanges mutuellement profitables ne sont pas limitées à l'axe Nord-Sud. «Le Québec et l'Europe francophone ont beaucoup à s'offrir. Pour le Québec, la France et la Belgique constituent des portes d'entrée à toute la Communauté économique européenne. En retour, le Québec offre aux Européens le marché nord-américain, surtout dans un contexte de libre-

LA FRANCOPHONIE DE LA DERNIÈRE CHANCE

par Daniel Larouche

Pour Jean-Marc Léger, pionnier de la francophonie depuis plus de trente ans, le temps presse de donner à la communauté francophone les moyens de son défi. Le Sommet de Québec a constitué un pas en ce sens.

Au Québec, on ne peut évoquer la francophonie internationale sans songer à Jean-Marc Léger. Secrétaire général honoraire de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), il en a été le tout premier secrétaire général. Il a aussi été le secrétaire général de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), dont le siège est à Montréal.

À la veille du Sommet de Québec, il parlait de la « francophonie de la dernière chance ». Étrange vision d'apocalypse, de la part d'un homme calme et posé, qui a l'habitude de peser ses mots. Étrange moment pour manifester un tel pessimisme apparent alors que, justement, les sommets lézardent trente ans d'indifférence généralisée à l'endroit de la chose francophone internationale.

L'urgence d'agir

Jean-Marc Léger laisse échapper un rire discret, sans doute content du succès de sa formule. Mais quant au fond, il est très sérieux. « J'ai le sentiment que nous sommes dans une situation où nous devons aller très vite. »

L'explication se déroule, claire et ordonnée. La francophonie a déjà perdu beaucoup de temps. Pour y avoir participé, Jean-Marc Léger est certes très au fait de tous les efforts accomplis depuis une trentaine d'années par divers organismes gouvernementaux et, surtout, par des organismes non gouvernementaux, les « ONG ». « Les initiatives ont été très intéressantes, heureuses, utiles et ont donné de bons résultats, mais ne sont pas à la mesure des problèmes énormes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. »

Ces problèmes, ils tiennent à la progression inexorable de la langue anglaise et de la culture américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale. Non pas parce que cette langue et cette culture sont mauvaises en soi, mais parce

qu'elles sont en voie de jouer au rouleau compresseur.

« Nous assistons à une sorte de glissement généralisé vers l'uniformisation, vers le déplacement d'un seul modèle socioculturel et la domination de la langue qui le véhicule, en l'occurrence l'anglais. Contrairement à ce que l'on peut penser, cela va tout à fait à l'encontre de l'universel, puisque l'on assiste au triomphe d'un seul modèle. La communauté francophone doit faire des choix fondamentaux non seulement pour elle, mais parce qu'elle peut constituer un rempart pour les autres langues et les autres cultures. »

Le temps presse. Au rythme où vont les choses, si la francophonie n'a pas « créé de l'irréversible » d'ici à la fin du siècle, soit dans une douzaine d'années, « nous en serons réduits à des batailles d'arrière-garde pour simplement retarder l'échéance ».

Les sommets: un début, pas un couronnement

En ce sens, les sommets de la francophonie tenus à Paris et à Québec constituent un excellent début, qui devrait contribuer à mobiliser les forces de toute la communauté afin d'édifier une francophonie véritable. Jean-Marc Léger en reconnaît les mérites.

« De Paris, puis de Québec, dit-il, on ressort avec quelques acquis. D'abord, le simple fait que les sommets aient eu lieu, qu'ils aient réuni pratiquement tous les pays et les gouvernements concernés, voilà qui est extrêmement positif et significatif. »

Pour les participants directs, comme pour tous ceux que les médias ont sensibilisés à la notion de francophonie internationale, les sommets ont été l'occasion d'une « prise de conscience nouvelle de la solidarité à développer entre les pays qui utilisent la langue française, et du fait



Communications Québec

M. François Mitterrand, président de la République française, s'adresse à l'assemblée.



M. Jean-Marc Léger, qui a été le premier secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique.

qu'une langue commune peut fonder une collaboration originale.

Propres à nourrir l'optimisme, ces grandes considérations s'adaptent mal, toutefois, à l'état d'urgence décelé par Jean-Marc Léger. Heureusement, les sommets de Paris et de Québec ont mené à des résultats plus concrets.

Paris a été, en quelque sorte, le Sommet de la structuration. On y a identifié les cinq grands secteurs privilégiés d'intervention de la francophonie: 1) la culture et les communications; 2) l'information scientifique et la technologie; 3) les industries de la langue; 4) l'agriculture; 5) l'énergie. On a confié à autant de « réseaux » le soin d'organiser et de gérer les interventions.

Québec s'est voulu le Sommet de la concrétisation. C'est là que

des projets précis ont été soumis à l'assemblée dans chacun des secteurs. Et c'est aussi là qu'on a décidé qu'un troisième Sommet se tiendrait à Dakar. « Cette institutionnalisation des sommets est en soi un résultat positif du Sommet de Québec, constate Jean-Marc Léger, même si je crains qu'on ne les banalise en les tenant à une telle fréquence, soit à tous les dix-huit mois environ. »

Jean-Marc Léger est toutefois resté sur sa faim. « Les quelque 80 ou 90 projets soumis à l'assemblée des chefs d'État et de gouvernement étaient forcément d'importance inégale, souligne-t-il. Il est dommage, au fond, que quelques grands projets particulièrement vitaux y aient été noyés dans la masse des autres. » Il songe notamment au projet de télévision francophone, à celui d'un Institut international de l'énergie, et à quelques autres.

Pour sa part, Jean-Marc Léger aurait sans doute préféré que les priorités fussent raffinées, précises; que l'exercice du Sommet consistât à identifier une dizaine de très grands projets, auxquels on aurait consacré suffisamment de moyens pour apporter une réponse tangible et rapide à l'urgence qu'il a voulu exprimer.

« Je me réjouis toutefois qu'on ait confirmé qu'on n'allait pas créer un autre organisme permanent à côté de l'ACCT, mais que celle-ci deviendrait progressivement l'instrument d'implantation des décisions prises lors des sommets. » Les réseaux de la francophonie et l'ACCT, en effet, partagent les mêmes préoccupations et champs d'intervention, et il importe de ne pas diluer les efforts, ni d'employer de trop rares ressources à doubler une structure de coordination.

Le poids de la France

Qui dit francophonie dit France, cela va de soi. Pour des raisons historiques, économiques et démographiques, la France pèse très lourd dans la francophonie. Trop lourd? Il existe un déséquilibre qui en inquiète plus d'un. On a même parlé de néocolonialisme subtil, pour qualifier la motivation profonde de la France.

Jean-Marc Léger refuse cette interprétation. « Il y a forcément un déséquilibre, constate-il. On doit même regretter qu'il n'y ait pas en face de la France un ou deux pays qui aient à la fois la taille et la richesse nécessaires pour lui faire contrepoids. Mais on ne peut refaire ni l'histoire, ni la géographie qui en a découlé. » Jean-Marc Léger croit toutefois à



Sommet de Québec:
conférence
ministérielle au Salon
rouge de l'Assemblée
nationale.

la volonté française de ne pas abuser de sa situation et rappelle à cet égard les réticences dont la France a longtemps fait preuve, avant de s'engager dans le mouvement de la francophonie. « Réticences qui lui ont d'ailleurs attiré les reproches de certains promoteurs de l'idée, tels les présidents Bourguiba de Tunisie et Senghor du Sénégal », ajoute-t-il.

Il reste à espérer que, dans un avenir pas trop éloigné, émerge un pays populeux et relativement puissant qui puisse atténuer ce déséquilibre dans la francophonie. « Mais je doute que le contre-poids vienne d'ici. Il viendra plus probablement d'Afrique. Ainsi le Zaïre, avec une trentaine de millions d'habitants et d'intéressantes richesses à mettre en valeur, pourrait jouer un tel rôle lorsqu'il aura atteint un stade de développement plus avancé. »

À l'écoute du Sud

Jean-Marc Léger s'inquiète beaucoup plus d'un autre déséquilibre: celui qui se manifeste entre le Nord et le Sud.

« La francophonie a cette caractéristique d'être un regroupement international à taille humaine, avec une quarantaine de pays. Il se prête à l'action, beaucoup mieux que d'autres organisations internationales, plus lourdes. Et pourtant, malgré cette taille humaine, on y trouve des représentants de toutes les grandes aires culturelles. Encore faut-il pouvoir en profiter. Or, si le Sud connaît bien le Nord, sa culture, son histoire, le contraire est loin d'être vrai. Ce déséquilibre doit être corrigé. »

Cela pourrait, selon Jean-Marc Léger, constituer un thème intéressant pour le Sommet de Dakar, justement une des capitales du Sud.



Communications Québec

La Francophonie se construit.

Le Sommet de Québec a enfin permis d'amorcer la création d'un espace francophone, où les personnes, les idées et les biens peuvent circuler, contribuant de ce fait au développement des sociétés qui le composent.

Le Québec au sein de la francophonie: un partenaire à part entière et un acteur de premier plan.



**SOMMET DE
QUÉBEC**

Relations
internationales
Québec

Québec

LA STABILITÉ POLITIQUE AU SERVICE DE L'ESSOR ÉCONOMIQUE

SÉNÉGAL

par Christine Lagoutte

Indépendant depuis 1960, le Sénégal a patiemment construit un régime démocratique dont la réputation est reconnue dans le monde entier.

En décembre 1980, le président Senghor abandonne ses fonctions pour laisser la place à l'actuel numéro un du pays, M. Abdou Diouf. Ce dernier prend rapidement les dispositions nécessaires à l'instauration d'un régime présidentiel. Après la réforme constitutionnelle du 29 avril 1983, le poste de Premier ministre disparaît et les ministres sont directement responsables devant le chef de l'État.

Le multipartisme est par ailleurs encouragé et le Sénégal compte aujourd'hui 16 formations politiques. Tous les courants de pensée sont acceptés et peuvent s'exprimer. Et aux élections présidentielles de 1983, cinq partis ont présenté des candidats. Fait unique dans l'histoire de ce pays.

Des options économiques ambitieuses

Avec ses 196722 kilomètres carrés et ses six millions d'habitants, le Sénégal occupe la position la plus avancée de l'Afrique de l'Ouest dans l'océan Atlantique: il en tire une grande variété de domaines climatiques et végétaux, appréciables pour son développement économique.

Le Sénégal est une nation bourrée d'atouts: un secteur agricole performant qui occupe 70 p. cent de sa population; Dakar, ancienne capitale de l'AOF (Afrique Occidentale Française), a bénéficié d'une infrastructure industrielle colossale qui fait du Sénégal l'un des pays d'Afrique francophone les plus avancés sur le plan industriel; enfin, un tourisme en pleine expansion.

● Dès son indépendance, le Sénégal cherche à redynamiser l'économie agricole, repenser les méthodes de culture et le système de commercialisation. Priorité est donnée à l'encadrement des paysans et à leur information. Au fil des années, cependant, l'État confie à la population rurale de plus en plus de responsabilités: il réduit l'encadrement, redéfinit les missions des sociétés de développement et d'intervention et favorise l'essor de l'activité coopérative.

Grâce à cette politique agricole réfléchie, le Sénégal enregistre très vite des résultats positifs. Il occupe ainsi l'une des premières places mondiales pour la production d'arachides: principalement cultivés depuis le XIX^e siècle dans la région du Siné-Saloum, les produits arachidiens représentent 75 p. cent des exportations agricoles et 40 p. cent des exportations totales du pays.

Le Sénégal s'est également spécialisé dans la culture du coton en Casamance et de la canne à sucre dans le delta du Sénégal. Les cultures vivrières (mil et sorghos) sont elles aussi bien développées dans les régions du Siné-Saloum, de Thiès et de Diourbal. Les essais de cultures maraîchères dans les «naay» du Cap Vert sont extrêmement concluants pour les pommes de terre, les oignons, les choux et les carottes. De grands espoirs sont enfin fondés aujourd'hui sur les exploitations fruitières, particulièrement ananas, mandarines et bananes.

● Les bons résultats agricoles sont à mettre sur le compte de la courageuse politique d'irrigation et de maîtrise de l'eau engagée par le président Diouf. «Notre tâche la plus urgente, la plus cruciale est de réaliser la maîtrise de l'eau, condition sine qua non d'une agriculture saine, vigoureuse, productive et rentable au sein de paysans modernes et responsables», avait-il déclaré dès son accession à la tête de l'État.

En quelques années, le Sénégal s'est lancé dans la construction de plusieurs barrages afin de pallier les effets dévastateurs de la sécheresse. Parmi les plus remarquables, ceux de l'Anambé, d'Affignam ou de Guidel peuvent être considérés comme des chefs-d'œuvre.

Le barrage de l'Anambé a pour fonction de retenir les eaux de ruissellement qui pour 90 p. cent allaient auparavant se perdre dans la mer. Il permet d'accumuler 48 millions de mètres cubes d'eau utile à l'irrigation de 1 000 à 15 000 hectares pendant les deux saisons.

Deux autres barrages (Diamat et Manantali) prouvent que le Sénégal a gagné sa bataille contre la sécheresse et qu'il peut sérieusement envisager l'autosuffisance alimentaire dans un avenir proche.

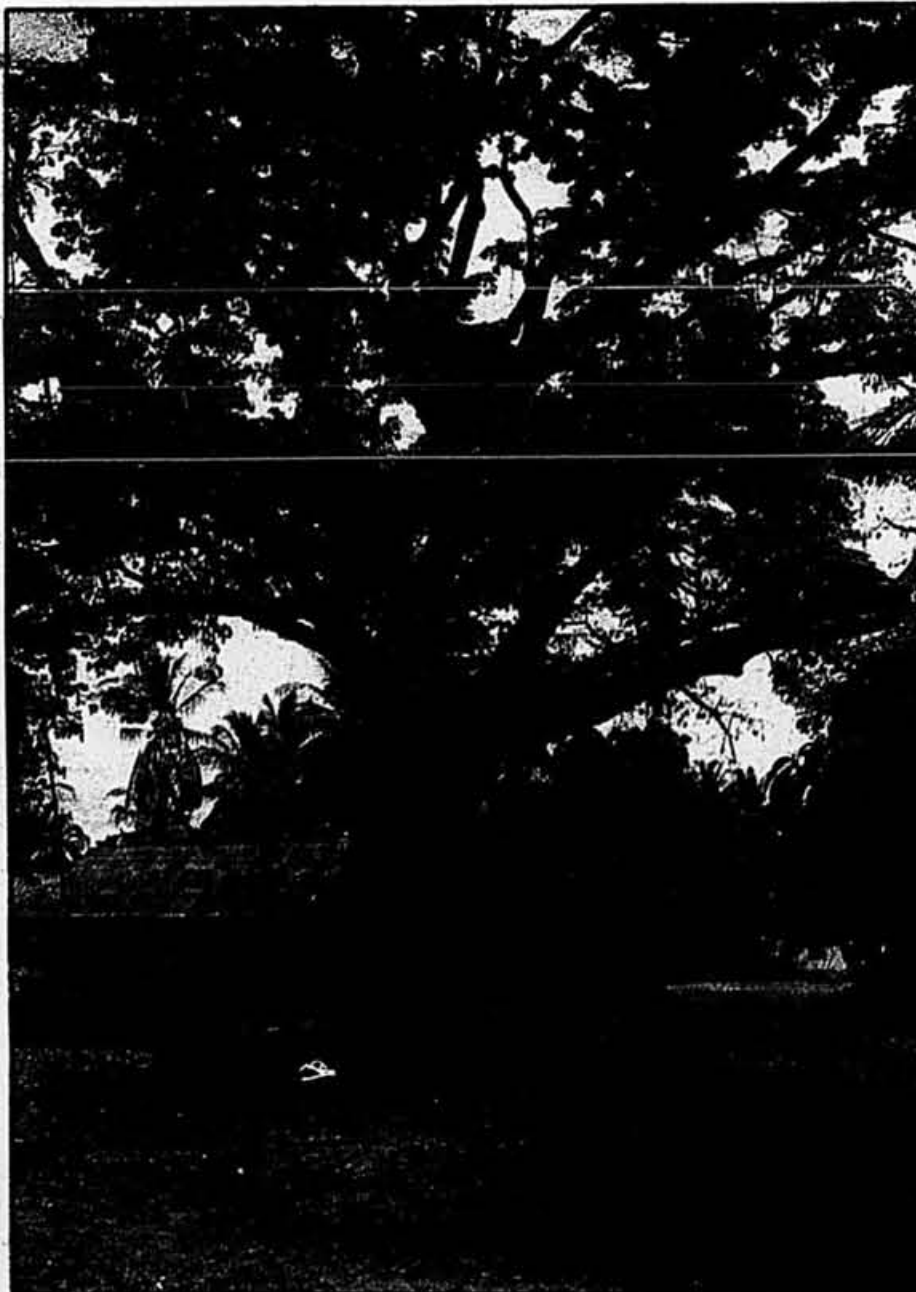


● D'autant que le secteur de l'élevage, s'il ne couvre certes pas tous les besoins nationaux, ne cesse de s'améliorer: il représente environ 20 p. cent de la valeur ajoutée de l'agriculture. Le Sénégal a la chance de posséder son «or bleu»: la pêche. Avec une façade maritime largement ouverte sur une des zones les plus poissonneuses de l'Atlantique, le Sénégal a pu maintenir un secteur de pêche traditionnelle dynamique. La pêche industrielle, axée sur trois types (pêche à la sardinelle, pêche chalutière et pêche thonière), est elle aussi très efficace. Secteur en constante expansion, la pêche fournit quelque 130 000 emplois.

● Pays agricole par définition, le Sénégal est aussi l'un des plus

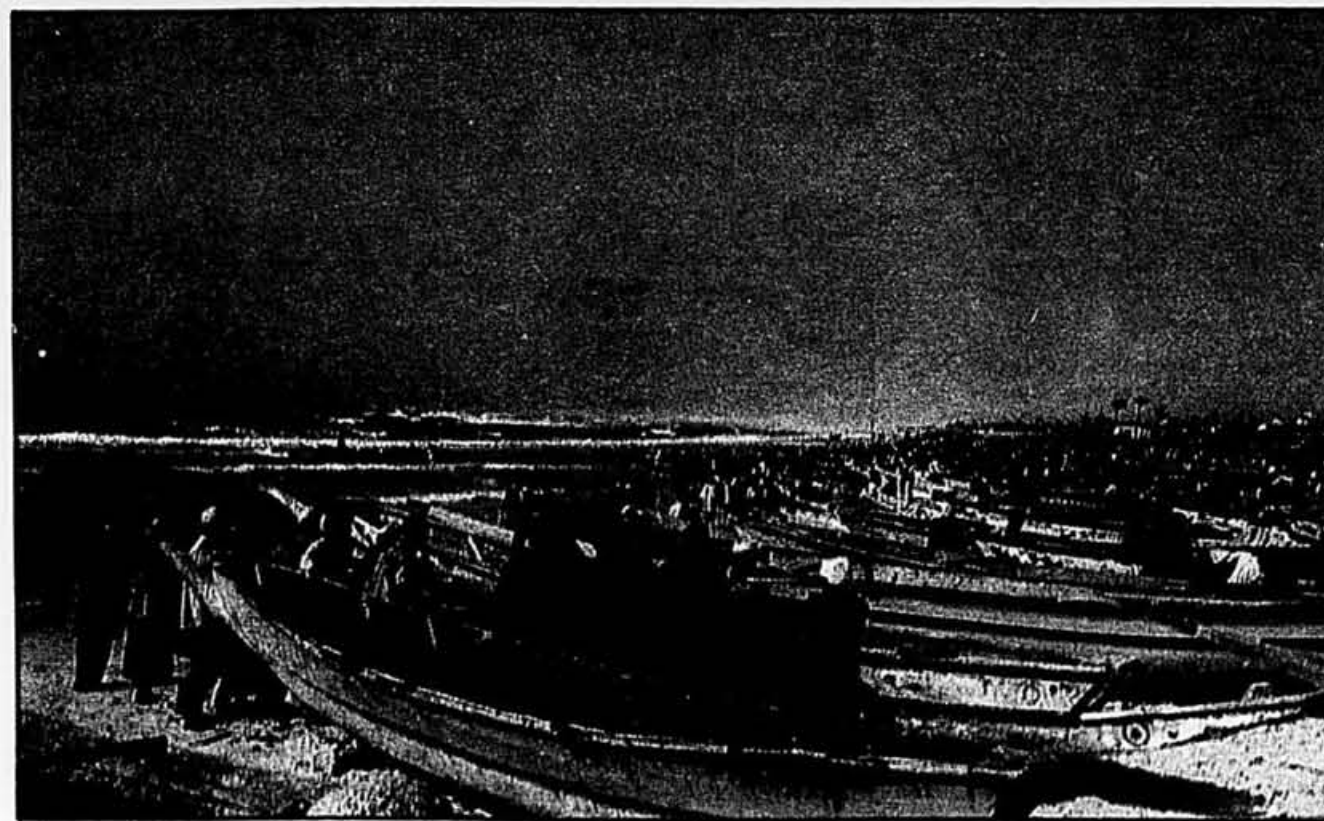
Le Sénégal est un pays riche en ressources, mais dont l'avenir repose d'abord sur la jeunesse.

Près de Dakar, 70 000 pêcheurs lébous pratiquent leur art dans de traditionnelles pirogues taillées dans des fromagers.



Un majestueux baobab.

Les Sénégalaises sont réputées pour leur fierté et leur élégance.



industrialisés d'Afrique francophone. Son sous-sol recèle des gisements importants de phosphate, marbre, fer, cuivre...

Les phosphates sont exploités dans deux gisements: Taiba, qui possède une installation d'enrichissement du minerai, et Pallo, le seul gisement mondial de phosphate d'alumine.

Un important gisement de fer a été découvert dans la région de Falémé, tandis que les réserves non encore exploitées sont évaluées à 100 millions de tonnes de minerai de haute teneur. L'énergie sénégalaise était jusqu'à récemment uniquement fournie par des centrales thermiques. Elle connaît désormais une importante augmentation avec l'énergie hydro-électrique fournie par les barrages. Pays pionnier dans l'exploitation des énergies solaire et éolienne, le Sénégal consent aujourd'hui de gros efforts de prospection de gaz et de pétrole.

● L'activité industrielle est inégalement répartie sur le territoire, pour se concentrer dans la région du Cap Vert. Cependant, depuis quelques années, des efforts sont réalisés pour une plus grande décentralisation. L'accent est mis sur le secteur de la chimie, qui représente 45 p. cent de l'activité industrielle. Autres activités dynamiques: l'agro-alimentaire (17 p. cent de l'activité industrielle) et le textile (8 p. cent).

Une valeur sûre: le tourisme

Le tourisme, très dynamique au Sénégal, bénéficie de la grande richesse faunistique du territoire: c'est ce qui explique la présence de nombreux parcs nationaux.

Le Sénégal est en effet un pays qui a fait le plus d'efforts pour protéger sa nature et son environnement. La surface protégée atteint 4 p. cent du territoire national dans six parcs. Le plus prestigieux est sans aucun doute celui de Niokolo-Koba, aménagé en 1954: un million d'hectares s'étendent sur la savane soudanienne et la forêt guinéenne. On peut y admirer plus de 3500 espèces végétales de type sahélien et soudanien, ainsi qu'une multitude d'animaux.

Autre parc de toute beauté, celui des oiseaux de Djoudj, qui, sur 16 000 hectares non loin de l'embouchure du fleuve Sénégal, offre la protection à trois millions d'oiseaux.

Les amateurs de paysages originaux ne pourront manquer la Casamance, cette bande de terre de 40 kilomètres de large. Elle tire son nom du fleuve qui irrigue les champs sur plus de 300 kilomètres. La Casamance maritime sur la côte enchantera les vacanciers par ses plages de sable fin, qui s'étendent à l'infini de la Gambie vers le Cap Skirring, l'une des plus belles plages d'Afrique de l'Ouest. Avec sa mer chaude, son ensoleillement exceptionnel, les équipements hôteliers disséminés dans les cocoteraies, la Casamance est un vrai paradis sur terre.

Les excursionnistes visiteront avec plaisir Dakar, la capitale, et pourront se rendre sur l'île de Gorée, située en face de Dakar. Ancien bastion du trafic des esclaves jusqu'au XVIII^e siècle, cette île possède son fort en ruine et une ville appuyée au roc et constituée de maisons exclusivement blanches et roses.

Une diplomatie équilibrée

La politique étrangère du Sénégal est fondée sur quatre principes incontournables:

— Le respect de l'indépendance et de la souveraineté des peuples.

— La non-ingérence dans les affaires intérieures des autres nations.

— Le respect de l'intégrité territoriale et de la sécurité des États.

— La confiance dans la négociation par le dialogue pour l'établissement de la paix et d'un ordre culturel, préalables nécessaires à la création d'un nouvel ordre économique mondial.

«La politique étrangère du Sénégal, qui est avant tout une politique au service de son développement, est également un programme de coopération dans l'amitié avec les peuples», affirme toujours le chef de la diplomatie sénégalaise à ses homologues.

Champion de l'unité africaine, l'État soutient tous les regroupements régionaux et sous-régionaux, dont la confédération sénégalienne est l'exemple le plus vivant.

«Face à la toute-puissance des pays du Nord, déclare de son côté M. Diouf, nous avons à charge de cultiver entre nations africaines une solidarité et une chaîne horizontales. Cela explique notre détermination à œuvrer pour l'aboutissement de tous les regroupements économiques et monétaires.»

L'Afrique n'est pas le monde entier. Le Sénégal le sait bien et s'efforce de maintenir ses missions diplomatiques à l'étranger. Il participe également activement au travail des organisations internationales.

Si le nombre des missions diplomatiques à l'étranger a été réduit par souci d'économies budgétaires, le Sénégal est toujours représenté dans 33 pays, dont le Canada, l'Union soviétique, la France et les États-Unis.

Le Sénégal peut aussi se féliciter d'avoir plusieurs de ses enfants à des fonctions importantes dans des organisations internationales (notamment à l'Unesco, à la Banque africaine de développement et à la Cour internationale de justice de La Haye).

LA FRANCOPHONIE: D'ABORD LA FAIRE

S É N É G A L

par Daniel Larouche

Pour le président Abdou Diouf du Sénégal, on ne profitera de la francophonie qu'à la condition qu'elle soit d'abord édiflée sur des bases solides.

Les hommes ont la mémoire courte. Bientôt, les Sommets de la francophonie deviendront si ancrés dans les moeurs que personne ne se souviendra comment c'était « avant ». La francophonie aura l'air aussi « éternelle » que le Commonwealth, auquel on la compare déjà.

Avant qu'il soit trop tard, établissons tout de suite à quel point le président Léopold Senghor du Sénégal naviguait à contre-courant en 1963 quand il lança un appel à la création d'une identité et de forums francophones.

C'était à l'époque où les pays s'ouvraient aux autres, certes, mais où les continents se regroupaient sur eux-mêmes. L'Europe s'organisait au sein du Marché commun qui se construisait; le Japon et toute l'Asie se découvraient une solidarité économique naissante; l'Afrique accueillait, un à un, des États nouvellement formés; les Amériques s'unifiaient autour d'États-Unis de plus en plus tentaculaires, vers le nord comme vers le sud. Le monde entier se polarisait en « est » et en « ouest » de part et d'autre du rideau de fer, comme si les notions de « nord » et de « sud » n'avaient pas existé. Le Commonwealth? Il agonisait d'autant plus vite que la Grande-Bretagne commençait à reléguer du côté du Marché commun. L'Afrique du Sud venait d'en sortir et la Rhodésie allait la suivre quelques années plus tard. Alors, la francophonie...

Du culot de Senghor à la grandeur de Diouf

Il fallait non seulement de la vision, mais du culot pour lancer l'idée, et même le terme, de francophonie. « Je suis plutôt mal placé pour le dire, mais je crois qu'il faut donner à Léopold Senghor tout le mérite qui lui revient, affirme l'ambassadeur du Sénégal au Canada, Abd'El Kader Fall. Il y a cru dès le début. Il croit depuis longtemps qu'à travers ce que nous avons de commun, nous pouvons tous nous enrichir de nos différences. »



M. Abd'El Kader Fall,
ambassadeur du
Sénégal au Canada.

Son successeur Abdou Diouf a repris le flambeau. Du Sommet de Québec, le président actuel du Sénégal est reparti avec l'étiquette d'un leader de la communauté africaine. En fait, plus que cela encore. Car s'il ne s'identifiait pas à la francophonie du Nord, pour des raisons évidentes, il n'était pas identifié, non plus, à celle du Sud. Abdou Diouf s'est révélé à tous les observateurs un grand francophone internationaliste, bien au-dessus de toute mêlée à saveur régionale. Dans tous les sens du terme!

« C'est un peu normal, commente l'ambassadeur Fall. Voilà un homme qui, dès le début, a collaboré avec le président Senghor. Il a tout naturellement acquis la conviction que la francophonie peut devenir un élément de collaboration entre les peuples. La francophonie n'est pas chose nouvelle pour lui: il en est impré-

gné. Il a su dépasser les contingences et voir l'essentiel. »

Et pourtant. Existe-t-il un homme d'État au monde prêt à oublier ses enjeux nationaux pour faire la promotion gratuite d'un concept, même aussi séduisant que la collaboration entre les peuples francophones? Cela semble trop désintéressé pour être vrai.

« Désintéressé? Évidemment pas, rétorque Abd'El Kader Fall. Mais avant que qui que ce soit profite de la francophonie, celle-ci devra exister sur des bases solides, et c'est vers cette édification que les efforts doivent d'abord porter. Le président Abdou Diouf est persuadé que le jour où la francophonie sera vivante, le jour où elle sera forte, le jour où elle sera agissante, ce jour-là le Sénégal pourra y avoir sa part; comme tous les autres d'ailleurs. »

Et cette part n'est pas d'abord faite d'aide financière. « La francophonie ne doit pas être un mécanisme d'aide, mais de collaboration franche, affirme l'ambassadeur Fall. Pour les pays africains, un des lieux privilégiés



M. Abdou Diouf,
président du Sénégal,
prend la parole au
Sommet de Québec.

de cette collaboration doit être le secteur agro-alimentaire, dont la maîtrise est vitale pour nous. Mais le secteur des communications, dans son sens large, est tout aussi fondamental. »

Au-delà de la collaboration économique et culturelle, la francophonie s'est également trouvée une vocation d'intervention dans les grands problèmes mondiaux de l'heure, dont l'horizon dépasse l'espace francophone: ainsi, les participants au Sommet de Québec se sont prononcés entre autres sur l'apartheid en Afrique du Sud, sur le problème palestinien, etc. Il y a pourtant d'autres forums, plus appropriés. « Certes, il y a d'autres forums, d'autres organisations, convient l'ambassadeur, mais il est normal pour chacun d'eux d'élargir ses préoccupations. Le monde est une sorte de série de cercles concentriques. La francophonie est l'un d'eux, mais elle ne s'isole pas pour autant. »

Au revoir, à Dakar

Les rôles joués par le Sénégal et

ses deux présidents successifs dans l'édification de la francophonie commandaient presque que le prochain Sommet, en 1989, ait lieu à Dakar, capitale du Sénégal. « On y continuera les efforts entrepris à Paris et à Québec, souligne l'ambassadeur sénégalais, pour faire de la francophonie un mouvement majeur, qui remplisse les espérances qu'on y a mises: une meilleure collaboration, une plus grande compréhension des problèmes des autres, une plus grande compréhension entre les peuples. »

D'ici peu, Dakar accueillera également le premier Festival panafricain des arts et de la culture. Quand on songe que Léopold Senghor est aussi le père du concept de « négritude », on peut se demander où cela va aboutir... ■

UN PETIT PAYS, MAIS LE PLUS PROSPÈRE D'AFRIQUE NOIRE

G A B O N

par Christine Lagoutte

Avec sa petite superficie et sa faible population, le Gabon pourrait logiquement faire figure de quantité négligeable sur le continent africain. La République gabonaise est bien au contraire le plus prospère pays d'Afrique noire.

Une multitude de ressources minières, un filon pétrolier important, de «l'or vert» à profusion et un potentiel touristique encore à développer: le Gabon est loin d'être démuné. Sans oublier le grand sujet de fierté du régime: le Transgabonais, le train le plus moderne d'Afrique, financé largement par l'État lui-même avec le concours de la CEE (Communauté économique européenne).

Un pays jeune qui bénéficie d'un double avantage: stabilité politique autour du président Bongo et essor économique.

Un homme: le président El-Hadj Omar Bongo

«En politique intérieure, nous nous sentons bien dans notre peau. Le pays respire et vit librement.» M. Omar Bongo, président de la République gabonaise depuis 20 ans et secrétaire-général du parti unique, le Parti démocratique gabonais (PDG), peut être satisfait de son œuvre.

Petit par la taille (267 000 km carrés) et la population (1 250 000 habitants), ce pays — dont l'histoire précoloniale est liée à celle de la France jusqu'à son indépendance totale le 17 août 1960 — possède en effet le plus fort revenu par habitant de l'Afrique noire.

Quand il fait son entrée dans le gouvernement en 1965 comme responsable de la Défense nationale et de la Coordination, ce jeune politicien de 31 ans ne poursuit qu'un seul but: assurer au Gabon un développement accéléré, fondé sur l'essor du chemin de fer et l'exploitation des matières premières. En novembre 1967, à la mort du président Mba, M. Bongo troque son poste de vice-président pour celui de président, par des voies tout à fait démocratiques, M. Bongo ayant été colistier du président Mba.

Il ne fait pas traîner les choses: dès le 1er janvier 1968, il affirme sa volonté de poursuivre l'œuvre entreprise par son prédécesseur tout en soulignant l'urgence de donner un coup d'accélérateur à l'économie. Il symbolise cet

esprit nouveau dans un opuscle intitulé *Rénovation*.

Une réalisation: le Transgabonais

C'est véritablement l'enfant du président Bongo, qui n'a cessé depuis 1967 d'œuvrer en faveur de sa construction.

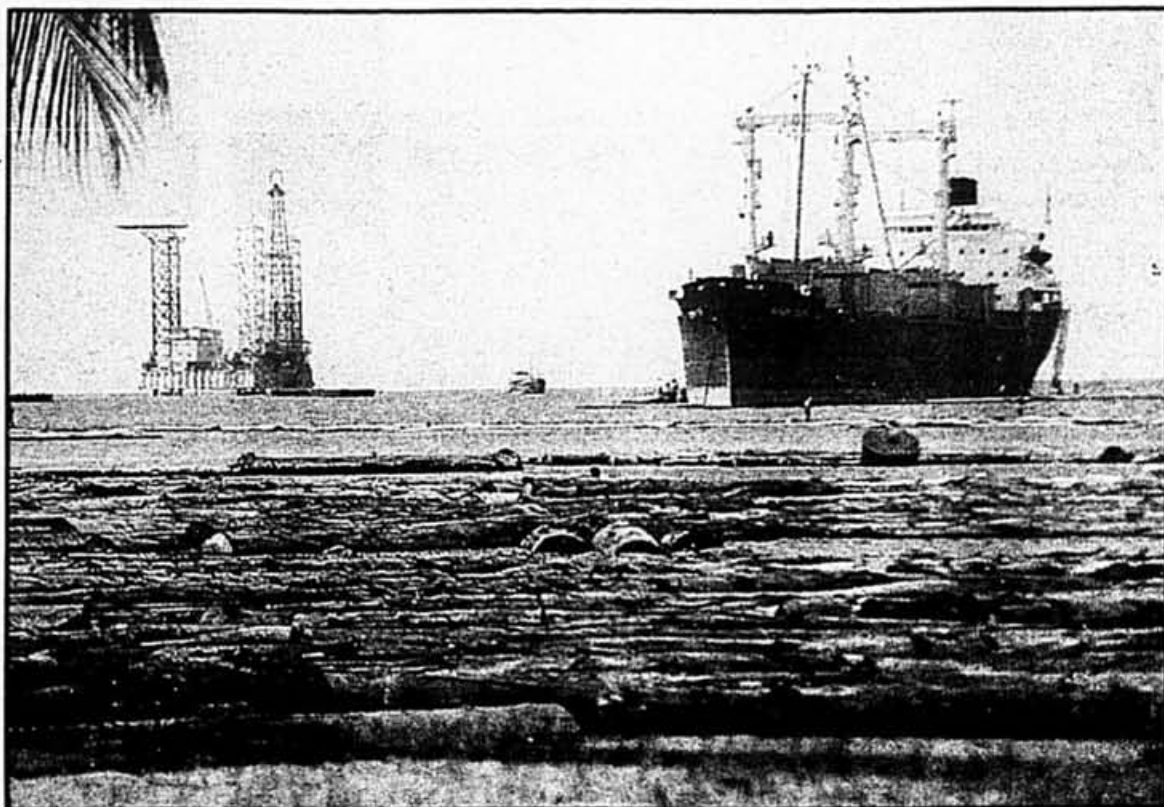
Le Gabon se devait de posséder son propre chemin de fer pour désenclaver les régions riches en minerais du sud-est et du nord-est, faciliter l'évacuation de l'uranium et du manganèse vers la côte sans passer par le Congo, assurer le développement et l'exploitation de la forêt et du fer.

Le Transgabonais dans l'esprit du président Bongo devait avoir une autre utilité: celle de revivifier la vie économique de différentes régions traversées par le chemin de fer et d'ouvrir au tourisme de nombreux sites. «Le Transgabonais est un dernier coup porté au tribalisme et à la méconnaissance réciproque», n'hésite d'ailleurs pas à répéter son maître d'œuvre. Tous les arguments favorables à la construction de cette ligne ferroviaire, le président Bongo a été le premier à les évaluer et à les défendre dans la balance qui les opposait à un financement très lourd.

C'est en juillet 1973 que le projet de financement est bouclé. Le Gabon obtiendra un appui important de la France, de la CEE et de plusieurs autres pays comme l'Allemagne fédérale ou l'Italie.

Les travaux sont lancés en décembre de la même année et le Transgabonais devient l'un des chantiers les plus importants du monde: 4 000 ouvriers et ingénieurs collaborent au percement de la première ligne Owendo-Booué (343 km) achevée en 1983. Le second tronçon Booué-Franceville est entamé en 1983 et achevé en 1986 (331 km). La construction d'un troisième tronçon Booué-Belinga (240 km) devrait débuter prochainement. Coût total de ces travaux depuis le commencement: 4,1 milliards de dollars canadiens. Le Transgabonais constitue également un chef-d'œuvre en matière d'ouvrages techniques: ponts (le pont de l'Ogooué fait 365 mètres de long) ou viaducs.

Véritable exploit contre une nature particulièrement hostile, ce train le plus moderne d'Afrique transporte 140 000 voyageurs



Le Gabon est un pays producteur de pétrole. Plateforme de forage au large de la côte atlantique.

par an et 700 millions de tonnes de marchandises.

Une richesse: les matières premières

Le sous-sol du Gabon regorge de richesses minières en tous genres: manganèse, uranium, pétrole, fer de Belinga, cuivre, or, diamant... La liste est incomplète, mais une chose est sûre: l'économie gabonaise gère un véritable trésor minier.

Troisième producteur mondial de manganèse derrière l'Union soviétique et l'Afrique du Sud, le Gabon est également extracteur de pétrole au sein de l'Opep (environ 10 millions de tonnes produites par an), dont il tire 85 p. cent de ses recettes d'exportation.

Non content de posséder de nombreux gisements miniers, dont l'étendue réelle n'est pas toujours connue avec précision, le Gabon détient une ressource inépuisable en forêt.

Plus de 200 000 km carrés sont recouverts d'un épais tapis végétal d'une valeur inestimable. Pays du bois avant d'être celui du minerai, il exploite 20 millions d'hectares «d'or vert». Vu du ciel, ce paysage fait tout à fait penser à un champ de persil vert sombre, bosselé çà et là par les dômes des arbres.

Le bois constitue le deuxième poste de recettes à l'exportation du Gabon, qui est aussi le premier producteur mondial d'okoumé, espèce utile à la fabrication du contreplaqué. La production actuelle avoisine les 1 100 000 mètres cubes par an. Port-Gentil est devenu l'un des premiers centres de fabrication de contreplaqué et de latte du monde. Quant aux industries du bois, elles se sont énormément développées dans le sillage de l'exploitation forestière et viennent au second rang des activités industrielles nationales.

Le Gabon s'est bien gardé de défricher ses magnifiques forêts

sans en respecter l'équilibre écologique. Pas d'exploitation intensive, mais une division du travail en trois zones bien définies: la première est exploitée depuis longtemps avec des colosses dont les troncs peuvent atteindre plusieurs mètres de diamètre; la deuxième, plus éloignée, couvre les massifs montagneux de l'intérieur et constitue la principale zone de production du pays; enfin la troisième et dernière région a été rendue exploitable par l'extension du chemin de fer.

Des centres forestiers commencent à peine à être touchés par le déboisement, notamment l'Ogooué-Lolo.

Fort de ces nombreux atouts naturels, le Gabon ne délaisse pas pour autant l'agriculture et sa population rurale. «L'agriculture est la priorité des priorités», se plaît à affirmer le président Bongo. Dès son accession au pouvoir en 1967, il ambitionnait pour son pays et son peuple l'autosuffisance alimentaire.

En 1963, un budget important est voté pour la création de fermes pilotes et de la Société de développement rural. Un ambitieux programme est ensuite lancé lors





G A B O N

du troisième Plan: priorité est dès lors donnée à l'élevage et surtout aux cultures vivrières. Quant aux projets agricoles, ils sont équitablement mis en place sur l'ensemble du territoire.

Les cultures industrielles, qui font elles aussi la richesse du Gabon, sont maintenues et développées: café, cacao, palmier à huile font la renommée de ce petit pays d'Afrique.

Dans le Haut-Ogooué, les plantations de canne à sucre produisent chaque année plus de 160 000 tonnes qui, une fois raffinées, donnent 15 500 tonnes du meilleur sucre du continent. Les résultats de cette politique agricole ne se sont pas faits attendre: le Gabon se suffit désormais à lui-même pour le sucre, les oeufs et les produits vivriers de grande consommation.

Mais le président Bongo sait qu'il devra encore longtemps continuer à importer blé, viande bovine et autres produits des régions tempérées. Son objectif demeure que la dépendance agricole de son pays soit réduite «à sa plus simple expression».

Une valeur d'avenir: le tourisme

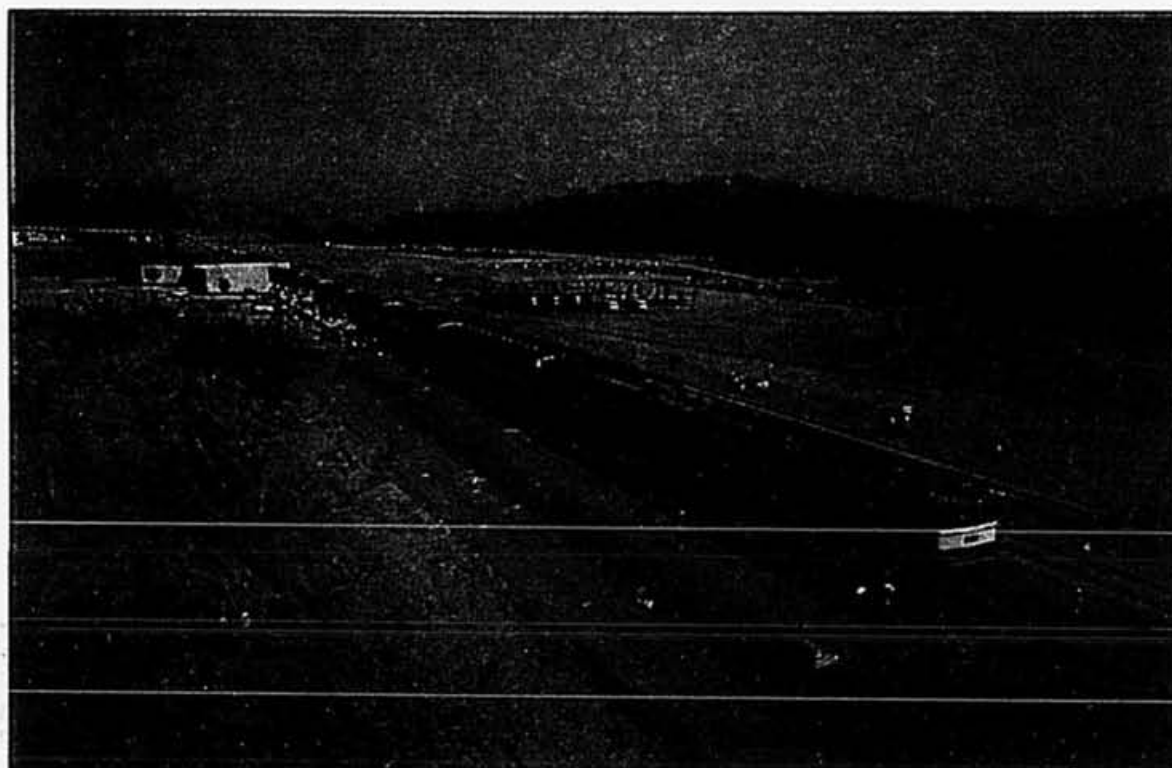
Le Gabon dispose d'un capital touristique unique: 800 kilomètres de côtes sur la façade atlantique, en majorité de sable fin. Un paradis pour les touristes, d'autant que la fameuse «barre» (ces vagues extrêmement dangereuses qui frôlent les côtes des pays d'Afrique occidentale et qui empêchent les baignades) est pratiquement absente au Gabon.

Autres atouts non négligeables: un folklore et un artisanat pittoresques, une faune extrêmement diversifiée — dont les touristes pourront découvrir les richesses notamment dans la réserve de Wongua-Wongué —, des lieux d'excursions impressionnants comme les chutes de Kinéguelé sur la rivière Mbei, ou le célèbre hôpital du Dr Albert Schweitzer, à Lambaréné, au milieu de la région des lacs, avec des excursions en pirogue pour voir des hippopotames, des pélicans ou des flamants roses...

Le Gabon a pris la dimension du phénomène touristique et de l'apport en devises qu'il pourrait constituer.

L'équipement hôtelier s'est d'abord appuyé sur une infrastructure conçue pour les hommes d'affaires, cadres et techni-

Le Transgabonais en gare de Franceville.



Le Palais des conférences de Libreville.



Le Gabon dispose de 800 kilomètres de côtes sur l'Atlantique, en majorité de sable fin.

ciens, les hommes politiques étrangers ou nationaux.

Depuis 1977, la capitale Libreville est devenue, avec la réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), le centre actif du tourisme d'affaires, de congrès et de séminaires, grâce en particulier à son Palais des conférences du 12 Mars.

Toutes les principales villes du pays sont dotées de complexes hôteliers et d'installations destinées aux visiteurs.

Les autorités ne visent pas le tourisme de masse, mais cherchent bien plutôt à privilégier des vacances insolites, sélectives et haut de gamme axées sur les safaris-photos et le tourisme de découverte: la savane des Hauts-Plateaux Batéké est l'un des endroits rêvés pour ce genre de séjour.

Avec ses nombreux cours d'eaux, rivières et lacs, le Gabon séduira les amateurs de pêche sportive.

À Setté-Cama et Iguéla par exemple, deux centres de pêche très prisés, les touristes pourront se rendre avec un guide dans les lieux privilégiés pour prendre carangues, barracudas, poissons scie et autres requins.

Sans parler des séjours balnéaires, voiles et pêche de Eqwata Loisirs, non loin de la capitale. ■

L'ARGENT AU SERVICE DE LA LANGUE; LA LANGUE AU SERVICE DE L'ARGENT

G A B O N

par Daniel Larouche

Pour le Gabon, culture et économie sont indissociables.

Reposant sur une communauté de langue, la francophonie a vite pris le virage la menant vers la coopération économique, en priorité dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de la technologie.

L'ambassadeur du Gabon au Canada, Simon Ombégué, s'en réjouit. Non pas qu'il néglige les dimensions de la langue et de la culture en elles-mêmes. «C'est grâce au français, souligne-t-il, que les 48 ethnies coexistant au Gabon peuvent se retrouver et fonctionner harmonieusement à l'intérieur d'une même nation. Personnellement, je crois en la francophonie, et je me fais ainsi l'écho du chef de l'État que je représente au Canada, El Hadj Omar Bongo.»

L'économie, au-delà de la culture et pour la culture

De fait, le chef de l'État gabonais n'a pas hésité, lors du Sommet de Québec, à réitérer l'engagement de son pays à l'endroit de la démarche francophone, et à redire l'espoir que cette démarche fonderait.

Chargé d'ouvrir les débats relatifs à la situation économique mondiale, le président Omar Bongo précisait toutefois, éloquentement, la nature de cet espoir: «Si les premiers desseins ou les objectifs initiaux du mouvement de la francophonie furent surtout d'ordre culturel, lançait-il à l'assemblée, celle-ci doit aujourd'hui assurer son développement et sa pérennité par la solidarité et par la promotion économique et sociale de tous ses membres.» Omar Bongo invitait ses collègues à inventer «de nouvelles formes de solidarités concrètes, effectives et agissantes, notamment dans la dure bataille du développement (...) des jeunes nations.»

«La culture et l'économie ne s'opposent pas, précise maintenant l'ambassadeur Simon Ombégué. Au contraire, elles sont indissociables. Quand on n'a pas les moyens économiques de la soutenir, la culture n'est qu'un concept vide.»

Simon Ombégué cite l'exemple de l'important Centre internatio-

nal sur la civilisation bantoue, situé dans la capitale gabonaise, Libreville. «Il s'agit là d'un organisme à caractère franchement culturel, mais dont les moyens ne peuvent venir que de l'économie.»

Des effets directs et indirects

Le problème, bien sûr, c'est que, si les cultures véhiculées par la langue française forment un ensemble qu'il est à peu près possible de circonscrire, tel n'est pas le cas de l'économie.

Les deux problèmes fondamentaux des pays en développement (quelle que soit leur langue) sont l'instabilité des marchés des matières premières et la crise de dette étrangère. Comme ces pays comptent sur leurs recettes d'exportation de matières premières et de denrées pour assurer le service de leur dette, les problèmes sont étroitement reliés.

Or, ni les relations commerciales des pays en développement, ni leurs relations financières ne sont limitées à la francophonie, même si la France demeure un client important de ses anciennes colonies. Ainsi les États-Unis sont le deuxième client du Gabon, étant acheteurs du quart de ses exportations. Quant aux créanciers du Gabon, ils ne viennent pas seulement du Canada, de la France ou de la Suisse, mais aussi de Londres, de New York; ils comprennent aussi des organismes internationaux comme la Banque mondiale et le FMI. Alors que peut faire la francophonie dans tout cela?

«C'est juste, les problèmes des pays francophones en développement dépassent le cadre de la seule francophonie, admet Simon Ombégué. Néanmoins, les pays francophones du Nord peuvent faire beaucoup pour le développement du Sud, notamment par la coopération internationale. Le Canada l'a démontré en effaçant la dette des pays francophones du Sud à son endroit. L'intervention des pays francophones du Nord peut en outre prendre d'autres formes. Car ces pays sont influents au sein d'autres forums et d'autres organismes, comme le Groupe des sept, la Banque mondiale, etc., qui, eux, peuvent intervenir directement.»



M. El-Hadj Omar Bongo, président de la République du Gabon.



M. Simon Ombégué, ambassadeur du Gabon au Canada.

Sans compter que les dirigeants des pays du Nord peuvent lancer des idées de solution. La «formule Bourassa», consistant à indexer les remboursements de la dette extérieure des pays en développement aux prix des matières premières, en est un exemple. Bien accueillie par les pays francophones du Sud, cette suggestion du premier ministre du Québec ne connaît pas de limite linguistique à son application.

Les relations entre le Gabon, le Canada et le Québec n'ont d'ailleurs pas attendu les sommets pour se développer. «Les relations Gabon-Canada sont privilégiées, insiste l'ambassadeur du Gabon, et elles se portent très bien. Lors du Sommet de Québec, le président Omar Bongo était accompagné de trois ministres d'État. Et après le Sommet, les ministres gabonais des Finances, de la Planification et de l'Énergie ont effectué une tournée canadienne, au cours de laquelle ils ont conclu des accords relatifs à la gestion de l'eau et à l'électrification au Gabon. Des contacts ont en outre été établis avec des gens d'affaires du Canada.»

Simon Ombégué souligne en outre les possibilités d'investissements canadiens au Gabon, «d'abord dans le secteur agro-alimentaire, où nous sommes loin d'avoir atteint un niveau d'autosuffisance. Capitaux et savoir-faire canadiens seraient les bienvenus dans l'agriculture comme dans la transformation et le conditionnement.»

Mais l'excellence de ces relations bilatérales ne réduit pas l'enthousiasme de l'ambassadeur pour la francophonie dans son ensemble. «Après une longue gestation, la francophonie a véritablement été mise au monde au Sommet de Paris, dit-il. Elle a commencé à se tenir debout à Québec. Souhaitons que l'enfant commence à courir très bientôt.»

LE PRÉSIDENT EYADEMA: 20 ANS D'EFFICACITÉ ET DE VOLONTÉ D'EXISTER

T O G O

par Christine Lagoutte

Le Togo mérite bien son étiquette de l'«Afrique en miniature». Avec un territoire de 57 000 km², mais sur lequel vivent quelque 40 ethnies différentes, le Togo offre une étonnante diversité.

Mais à la différence de beaucoup de ses voisins, le Togo bénéficie, depuis la venue au pouvoir du président Eyadema en 1967, d'une grande stabilité politique et sociale.

Cette stabilité a permis une politique axée sur la paix, l'unité et la solidarité nationale. Le président Eyadema a ainsi jeté les bases d'une véritable relance économique.

Paix et stabilité

En 1967, après sept ans d'indépendance, on ne donne pas cher de l'avenir du Togo. L'État est alors livré à la division, à la domination et aux ambitions de quelques familles, la cohabitation de 40 ethnies ne facilitant pas les choses. Le Nord, enclavé et moins en contact avec l'extérieur, se considère brimé et défavorisé. Le pays est au bord de la catastrophe.

Devant le danger de guerre civile, le 13 janvier 1967, l'armée intervient. Le général Eyadema est nommé président de la République; son objectif premier: rétablir l'unité, instaurer la paix intérieure.

Véritable homme de conciliation, il aura le grand mérite de réussir cette tâche difficile dans des délais assez brefs. Dès 1967, un effort évident est fait pour relever le niveau de vie des couches les plus défavorisées de la population. Une meilleure répartition du revenu national les fait enfin participer réellement aux retombées du développement.

Les premiers choix politiques montrent à la population que, désormais, Nord ou Sud, elle aura les mêmes chances.

Pour la première fois depuis longtemps, un consensus national s'établit: il se concrétise en 1969 par la création du «Rassemblement du peuple togolais» (RPT).

Avec comme devise «Union, Paix, Solidarité», le RPT rassemble tous les Togolais dans un seul et même creuset national. Le général Eyadema, dans l'appel au peuple du 30 août 1969, décrit le



M. Gnassingbe Eyadema, président de la République du Togo.

RPT comme un groupement où vont «se fondre toutes les forces vives de la nation, à quelque parti qu'elles aient appartenu dans le passé».

La démocratisation progresse encore en 1985 avec l'élection d'une seconde législature de 77 députés, choisis sur des listes comportant plusieurs candidats par circonscription. Le taux de participation de 78,8 p. cent témoigne du succès du RPT à engager le peuple togolais dans le processus politique du pays. En dépit des tentatives de déstabilisation lancées de l'extérieur, la dernière en date venant avant le sommet franco-africain de novembre 1986, le peuple togolais continue de manifester son soutien au président Eyadema et à sa politique d'unité nationale.

Récemment le RPT a poursuivi sa politique d'ouverture en élargissant son bureau politique de 9 à 13 membres et son comité central de 15 à 46 membres élus. Le 21 décembre, le président Eyadema a été réélu pour un nouveau mandat de sept ans, période pendant laquelle le Togo vivra, de l'avis des experts, la véritable relance de son économie.

Politique agricole et autosuffisance alimentaire: un pari déjà gagné

La sécheresse des années 1976-1977 a été un coup très dur pour l'agriculture africaine.

Dès 1974, l'effort de développement agricole a été le fait marquant des plans économiques du gouvernement Eyadema.

Depuis 1975, déclarée l'«Année du paysan» par le général Eyadema, les paysans sont exonérés de la taxe civique. En 1977, le président lance la «Révolution verte», déclarant: «Nous voulons que dans cinq ans, tous les Togolais puissent disposer, à tout moment et en tout lieu, en quantité et en qualité, de biens alimentaires produits par eux-mêmes et pour eux-mêmes.»

Dix ans d'innovation et de progrès

La stratégie agricole du gouvernement comporte trois volets clés:

— Augmenter la superficie des terres cultivées et la productivité des paysans pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

— Produire un surplus pour fournir des matières premières pour le développement d'une industrie nationale.

— Augmenter la production des cultures de rente pour fournir des devises nécessaires au redressement économique.

La première action décidée par le RPT et son président fut la réforme agro-foncière pour rendre la terre accessible à tous ceux qui en ont besoin. Ensuite, la priorité a été donnée à l'amélioration de la productivité agricole.

En 1979, une campagne de mobilisation fut lancée avec l'envoi d'experts à travers le pays pour sensibiliser les paysans aux problèmes de l'agriculture. Pour mener à bien sa révolution verte, le

HOMME DE PAIX ET DE CONCILIATION

Sans la paix, le développement d'un pays, quel qu'il soit, n'est qu'un leurre.

Gnassingbe Eyadema, président-fondateur du Rassemblement du peuple togolais et président de la République, a depuis 20 ans fait de cette idée forte la clé de voûte de sa politique, à l'intérieur du Togo, à travers le continent africain, et sur la scène internationale.

Il a réussi à emmener tout son peuple sur le chemin de la paix et de l'unité, et a porté sa perspicacité et son engagement pour la paix et la conciliation au sein des organismes régionaux, ainsi que dans les conflits internationaux. Ses pairs africains le tiennent en grande estime en raison de son sens de la fidélité à la parole donnée et à ses talents de négociateur.

Le gouvernement du général Eyadema ne se reconnaît pas d'ennemi. Le Président entretient aussi une politique de non-alignement sur le plan international.

Le général Eyadema a œuvré pour une efficacité plus grande des organisations sous-régionales comme le CEDEAO, dont le Togo est cofondateur, la CEAO, le Conseil d'Entente et les Accords de non-agression et d'assistance en matière de défense (ANAD).

Depuis 1968, il compte au moins neuf médiations ou interventions couronnées de succès dans des situations aussi diverses que le conflit du Sahara Occidental, la guerre Mali-Burkina Faso, les différends entre Gabon, Côte d'Ivoire, Nigéria et Tchad.

Son engagement pour la coopération internationale s'est concrétisé à Lomé même où ont été signés les accords dits de Lomé I, Lomé II et Lomé III entre la CEE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Les responsables du monde entier, en étant présents le 13 janvier à Lomé pour fêter le vingtième anniversaire de la libération nationale, témoignent ainsi de la stature de grand chef d'État du président Eyadema.



gouvernement a accordé, dans son programme d'investissement, quelque 32 p. cent des dépenses au développement rural (pourcentage maintenu jusqu'à la fin du plan quinquennal 1985-1990). Aujourd'hui le pari est quasiment gagné.

Au début de 1987, l'agriculture togolaise satisfait 80 p. cent de la demande. Depuis 1980, la production de coton a presque doublé, et il a été mis en chantier un projet de développement des productions caféières et cacaoyères qui touche quelque 20 000 planteurs et prévoit la plantation de 7 500 ha de caféières et 4 000 ha de cacaoyères.

Le tourisme, déjà une réussite

Autre clé de la politique de développement et de modernisation poursuivi par le Togo, c'est le tourisme, avec un effort national axé sur trois atouts majeurs:

— La tranquillité du pays;

— la réputation de Lomé, ville de 300 000 habitants, comme l'une des capitales les plus agréables et les mieux équipées du continent africain, aussi bien pour le tourisme d'affaires que pour le tourisme de loisir;

— l'étonnante diversité des paysages et des cultures qu'offre ce pays.

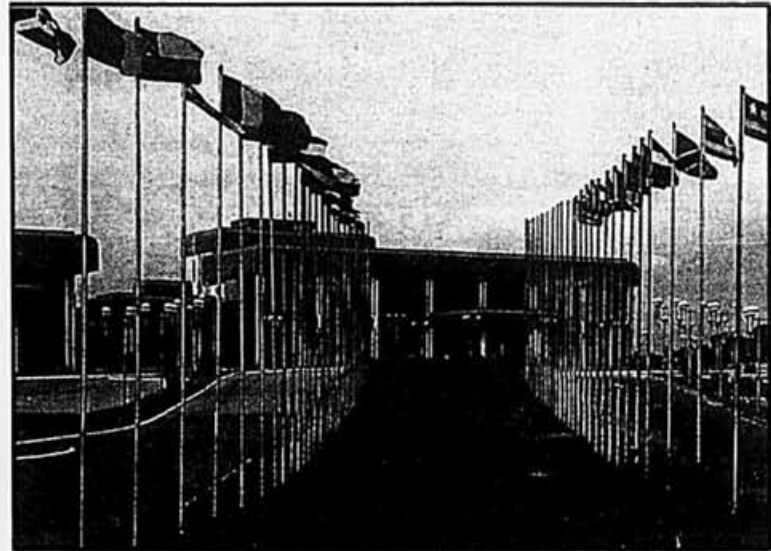
Le gouvernement a décidé, dès 1976, de doter le Togo d'infrastructures à la hauteur de ses ambitions.

Aujourd'hui, la capacité d'accueil du Togo atteint environ 2 000 chambres réparties entre une soixantaine d'hôtels à travers le pays. Cet effort d'investissement a déjà porté ses fruits. En 1976, 60 000 touristes ont visité le Togo. En 1980, ils étaient 108 000 et en 1985, 136 000. Le fleuron de l'hôtellerie togolaise est l'Hôtel du 2 Février au centre de Lomé, avec ses 368 chambres, ses suites présidentielles et ministérielles et ses neuf salons de réunions et de réceptions dotés des équipements les plus modernes (traduction simultanée, studio TV, etc.). En face de l'Hôtel du 2 Février se trouve la Maison du rassemblement du peuple togolais avec une salle de conférence de 3 000 places.

Lomé a été choisi pour de nombreuses conférences, notamment celles organisées pour la signature des pactes Lomé I, Lomé II et Lomé III. Lomé est aussi le siège du CEDEAO (Communauté éco-



Le Togo réserve à ses visiteurs un très bel accueil.



L'Hôtel de la Paix, l'un des maillons de la chaîne hôtelière du Togo.

nomique des Etats d'Afrique de l'Ouest).

En 1984, se tient la première foire internationale de Lomé (une des plus grandes foires commerciales du continent africain). La deuxième édition a lieu ce mois-ci.

Le complexe Togo 2000, inauguré en 1981, est utilisé pour la foire. Il est équipé de toutes les structures nécessaires aux rencontres internationales.

Facilement accessible par avion, chemin de fer ou route, le pays offre au nord les savanes foisonnantes d'animaux sauvages (la réserve de Kéran), au centre, des montagnes verdoyantes et des plateaux étendus, et au sud (les lagunes paisibles), un littoral bordé de cocotiers.

Le Togo s'impose tous les jours davantage comme carrefour privilégié de cette région du continent.



Photos Saprodis-Paris

Le très actif port de pêche de Lomé.

QUAND D'AUTRES VOIX S'ÉLÈVENT

T O G O

par Daniel Larouche

Le Togo souhaite que la francophonie soit un foyer agissant du dialogue Nord-Sud; et qu'elle provoque une redynamisation de ses relations avec le Canada.

Pour l'ambassadeur du Togo au Canada, Kossivi Osseyi, les sommets de la francophonie doivent constituer un porte-voix des pays du Tiers-Monde dans leur appel aux pays du Nord. «C'est pour nous une tribune supplémentaire dans notre effort de sensibilisation des pays occidentaux aux problèmes des pays en développement: la dette et les cours des matières premières.»

Déboucher sur le concret

Une tribune, c'est bien. Mais la francophonie doit aller bien au-delà de la conversation. «Il y a de nombreux autres forums et tribunes, constate Kossivi Osseyi. La francophonie, elle, doit absolument déboucher sur du concret.»

On comprend que le représentant togolais au Canada voie d'un bon oeil le virage effectué lors du Sommet de Québec, alors que les questions économiques se sont taillées une place de choix, et dans les débats et dans les projets soumis et approuvés par les divers réseaux. «Il est évident que tous les participants aux sommets ne nourrissent pas les mêmes attentes. Pour les uns, c'est le côté culturel et la défense de la langue française qui prime. Pour les Africains francophones, toutefois, même s'il est important, le côté culturel doit passer au second plan. Nos priorités vont au développement de nos instruments de survie et de croissance: l'agriculture, l'énergie, les ressources humaines.»

Bref, le danger semble toujours présent que les participants aux sommets ne s'écoulent pas, puisqu'ils n'y viennent pas discuter des mêmes choses. Qu'ils vivent des sommets parallèles, en quelque sorte. Les pays du Nord ont-ils des raisons d'être plus attentifs au dialogue Nord-Sud par le simple fait que ce dialogue se poursuit en français?

«Le fait francophone peut être un facteur de solidarité, espère l'ambassadeur togolais, dans la mesure où les pays francophones décident de se serrer les cou-

M. Kossivi Osseyi, ambassadeur du Togo au Canada.



le cas d'un dialogue Nord-Sud dans son sens le plus large.»

Cette capacité d'agir donne à la francophonie toute sa force, malgré son caractère non universel. «La francophonie n'est pas le monde, mais elle sera nécessairement plus forte que chacun des États membres pris individuellement. Quand d'autres voix s'élèvent, le message porte mieux. Ainsi le geste canadien, qui a effacé la dette des participants du Sud, est appréciable en soi, et apprécié à ce titre. Mais il constitue une manifestation de solidarité qui devra faire réfléchir les autres pays du Nord, les francophones et les autres.»

Des liens canadiens à redynamiser

Le Togo n'a pas attendu le «geste canadien» pour connaître et aimer le Canada. «La jeunesse du Canada, son passé exempt de tout colonialisme, le savoir-faire en français qu'on trouve au Québec, tout cela fascine nos dirigeants et suscite leur admiration. D'ailleurs, la coopération entre les deux pays est bonne, mais montre des signes d'essoufflement et a besoin d'être redynamisée. Or, le Togo a beaucoup à offrir.»

Méconnu des Canadiens, le Togo revendique une importance géopolitique sans commune mesure avec sa taille. Il constitue une plaque tournante dans l'économie de la grande région du golfe de Guinée. C'est dans sa capitale Lomé que se sont signés trois générations d'accords commerciaux entre la Communauté économique européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), baptisés justement les Accords de Lomé I, Lomé II, Lomé III.

«Nous sommes un pays libéral et nos portes sont ouvertes aux investisseurs étrangers, conclut l'ambassadeur, qui donne tout à coup l'impression de se doubler d'un commissaire industriel. Par exemple, j'ai moi-même accompagné un groupe de gens d'affaires canadiens au Togo, en août dernier. Nous avons exploré ensemble les possibilités d'investissement dans nos agro-industries. C'est dans un tel esprit de collaboration que nous tenons à entretenir des relations privilégiées avec le Canada.»



Photo Saprodis — Paris

Scène de marché dans un village du Togo.

des.» L'intérêt du Nord, ajoute-t-il, vient de l'interdépendance grandissante des économies, «qui fait qu'un grain de sable peut bloquer la machine entière». Et le sous-développement pourrait se révéler un grain de sable dans la machine planétaire. L'ambassadeur Osseyi rappelle à cet égard les paroles que son président Gnassingbe Eyadema a prononcées à Québec: «Toute entreprise humaine, quelle qu'elle soit, est vouée à l'échec si la paix et la sécurité n'en consti-

tuent pas le soubassement.» Si le développement a besoin de paix pour s'effectuer, la paix a aussi besoin du développement pour se maintenir. Et l'aide au Sud devient ainsi une condition de paix pour le Nord.

L'espoir francophone

Il ne s'agit pas d'une menace ex-

primée en langage diplomatique — le Togo est plutôt fier de sa stabilité politique — mais d'un constat. Et dans l'hésitant dialogue Nord-Sud, la francophonie est porteuse d'espoir. «Le dialogue Nord-Sud est beaucoup plus ressenti au sein de la communauté francophone que dans le monde en général, affirme Kossivi Osseyi. En relativement peu de temps, les sommets ont permis d'aller au fond des problèmes et, dans certains cas, d'amorcer leur solution, ce qui n'est pas encore